

Mairie de GRAMAT

46500 (LOT)


**PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MERCREDI 22 FEVRIER 2023 19H**

Le mercredi 22 février 2023, à 19h00, les membres du Conseil Municipal de la Commune de GRAMAT se sont réunis à la Mairie de Gramat sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Maire conformément aux Articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : SYLVESTRE Michel, RUAUD Maria de Fatima, DELEUZE Christian, MICHAUX Martine, PUECH Roland, BACH Hélène, ROUQUIE Vincent, GARRIGUES Françoise, GARBE Daniel, POIRRIER Michelle, COQUEAU Stéphane, LAVERGNE Frédéric, MAZEYRAC Pierrick, BRAMOND Philippe, ELIAS Marie-José, CHAVET-JABOT Francis, ALIBERT Sylvie, GROUGEARD Michel, MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît, BALLARIN Lydia, PELIGRY Alain ;

Absents représentés : VERTES Alain (donne pouvoir à PELIGRY Alain) ;

Absents excusés :

Absents : MAIGNE Solange, BORIS Yvette, THEPAULT Pascale, MAURY Gaëlle, CASTAGNE Yoan ;

Secrétaire de Séance : BACH Hélène.

La séance est ouverte sous la présidence de M. Michel SYLVESTRE à 19h00.
Il a été procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme BACH Hélène.
Le PV du Conseil Municipal réuni le mercredi 14 décembre 2022 a été adopté.

M. SYLVESTRE fait lecture des décisions du Maire :

Décisions du Maire du 05 décembre 2022 au 15 février 2023

<u>Date</u>	<u>Référence</u>	<u>Objet</u>
16/12/2022	Décision du Maire n° 2022/20	Vente d'un compresseur remorquable ATLAS COPCO à M. ALIBERT David pour un montant de 600 €.

Madame MICHAUX intervient avant d'aborder la délibération n°1 afin d'obtenir des informations sur les prochaines subventions allouées aux différentes associations de Gramat. Monsieur le Maire et Monsieur DELEUZE répondent qu'il est un peu tôt pour aborder ce sujet mais qu'il est actuellement à l'étude et qu'un retour lui sera fait. Madame ELIAS informe Monsieur le Maire qu'elle a été interpellée par un administré suite à un courrier de mécontentement relatif au caractère désormais payant des salles Gramatoises. Elle précise que dans le cadre du prochain Gramat Infos, elle sera contrainte de traiter le sujet. Monsieur le Maire en prend note.

01. OBJET : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – EXERCICE BUDGETAIRE 2023.

Vu l'Article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire propose le budget au Conseil Municipal qui le vote. La Loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants. Ce débat, qui a vocation à éclairer le vote des élus, doit se tenir dans les deux mois qui précèdent le vote du budget. Le rapport intitulé « Débat d'orientation budgétaire - exercice 2023 » a été communiqué aux Conseillers Municipaux. Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, débattu **et à l'unanimité**, valide la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice budgétaire 2023.

Monsieur DELEUZE, Adjoint aux Finances, présente à l'assemblée délibérante le rapport d'orientation budgétaire 2023. Monsieur PUECH intervient afin d'obtenir des éclaircissements sur un montant global de dépenses. Monsieur DELEUZE lui apporte le complément d'information concernant le mode de calcul retenu. Monsieur LAVERGNE souhaite savoir si les efforts déployés par la Collectivité en matière « d'économies / gains énergétiques » ont porté leurs fruits (l'exemple de la chaufferie est évoqué). Monsieur DELEUZE répond que oui mais qu'il convient d'ajuster encore certaines situations et solutionner quelques problématiques particulières. Un débat s'engage sur les travaux d'eau et d'assainissement. Monsieur PUECH relève qu'au niveau de l'eau, il y a une zone véritablement critique entre le CEA de Gramat et le Mas d'Ansou.

Monsieur ROUQUIE intervient car il ne comprend pas la somme des recettes affichées au budget des Ségalières alors que le protocole d'accord transactionnel signé avec la Société Lagrange prévoit une somme plus importante. Il lui est indiqué que la résidence de tourisme est un SPIC (Service Public Industriel et Commercial) et qu'à ce titre, son budget (instruction budgétaire M4) est exprimé en HT (hors taxes). Monsieur ROUQUIE demande des informations concernant le dossier de vente du troc 46. Monsieur DELEUZE répond à ce dernier que l'acheteur a été contacté, rencontré par Monsieur le Maire et lui-même le vendredi 06 janvier 2023 à 14h en Mairie. Certains points ont été éclaircis et ce dernier a réaffirmé son engagement quant à l'achat du troc 46 dans les mois à venir. Monsieur ROUQUIE poursuit et souhaite savoir si un transfert de la compétence « éclairage public » est envisagé par la Collectivité (l'exemple de la FDEL est pris). Monsieur DELEUZE lui répond par la négative. Il explique que les différents mécanismes de gestion et contractualisation avec ce type d'organisme n'est pas pertinent pour la Commune. Il explique qu'il souhaite garder un regard et un contrôle sur nos actions et investissements.

02. OBJET : SYNTHÈSE RELATIVE AUX ACTIONS ENTREPRISES EN REPONSE AU RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES OCCITANIE POUR LA COMMUNE DE GRAMAT (EXERCICES 2015 ET SUIVANTS).

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Chambre Régionale des Comptes Occitanie a procédé, dans le cadre de son programme de travail, au contrôle des comptes et à l'examen de la gestion de la Commune de Gramat pour les exercices 2015 et suivants. Le travail s'est ouvert le 11 janvier 2021 par lettre du Président de section adressée à Monsieur Michel SYLVESTRE, ordonnateur en fonctions. En application de l'Article L.243-1 du Code des Juridictions Financières, l'entretien de fin de contrôle a eu lieu le 15 juin 2021. Lors de sa séance du 22 juillet 2021, la chambre a arrêté les observations provisoires qui ont été transmises à Monsieur le Maire. Après avoir examiné la réponse, la chambre, dans sa séance du 14 décembre 2021, a arrêté dans son rapport les observations définitives. En application des dispositions du Code des Juridictions Financières, le rapport a été présenté au Conseil Municipal de Gramat lors de la séance du 06 avril 2022 (délibération n°31/2022). Selon l'Article L.243-9 du Code des Juridictions Financières, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la Collectivité Territoriale présente dans un rapport devant la même assemblée, les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC). Ces éléments sont ensuite retransmis par la CRC à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'Article L.143-9 du Code des Juridictions Financières. Ainsi, concernant la Collectivité Gramatoise, la Chambre Régionale des Comptes Occitanie a émis 8 recommandations pour lesquelles des actions sont amorcées et/ou terminées. Lesdites actions sont répertoriées et présentées dans le rapport transmis aux Conseillers Municipaux. Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'Article L.2123-12, vu le Code des Juridictions Financières et notamment l'Article R.243-17, vu le rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie portant sur le contrôle des comptes et la gestion de la Commune de Gramat (exercice 2015 et suivants), vu la présentation de ce même rapport au Conseil Municipal du 06 avril 2022, vu le compte-rendu transmis aux Conseillers concernant les différentes actions entreprises par la Collectivité, le Conseil Municipal, après avoir délibéré et **à l'unanimité**, acte le rapport de synthèse des actions entreprises.

Madame MICHAUX souhaite savoir si des actions ont été mises en place concernant l'absentéisme. Il lui est répondu que les actions entreprises sont répertoriées dans le rapport joint mais qu'il est actuellement très difficile d'agir sur une problématique comme celle-ci. Nous disposons d'une marge de manœuvre très étroite. Le suivi de l'absentéisme est néanmoins assuré scrupuleusement au sein de la DRH et rapporté chaque année dans le RSU (Rapport Social Unique). Un débat s'engage sur l'absence de médecine du travail ainsi que sur le statut du fonctionnaire.

03. OBJET : ADRESSAGE : DENOMINATION ET NUMEROTATION DES VOIES DE LA COMMUNE DE GRAMAT.

Par délibération n° 25/2021 du 07 avril 2021, le Conseil Municipal a validé le principe de procéder au nommage et au numérotage des voies de la Commune, et autorisé l'engagement des démarches préalables à leur mise en œuvre. Monsieur le Maire informe les membres présents qu'il appartient au Conseil Municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues, voies, places et lieux-dits de la Commune. La dénomination des voies communales est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même. Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'Article L.2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il convient, pour faciliter le repérage, l'accès des services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation. Considérant l'intérêt communal que présente la dénomination et numérotation des voies de la Commune de Gramat, le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, valide les noms proposés pour l'ensemble des voies communales, autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération, adopte les dénominations des voies proposées.

Monsieur PUECH intervient pour préciser à l'assemblée que dans 70% des cas, les dénominations ne changent pas. Il n'y a pas de très grandes évolutions notables. Monsieur PELIGRY indique qu'il aurait été peut-être judicieux de choisir un peu plus de noms liés à des « personnalités Gramatoises célèbres » (ex : des résistants). Madame RUAUD lui répond que le choix a été assez large avec beaucoup de diversité. Ce dernier souhaite savoir si les administrés ont été précisément consultés et s'ils ont eu le temps nécessaire pour la réflexion. Monsieur le Maire, Madame RUAUD et Monsieur DELEUZE répondent que non. Monsieur PELIGRY estime que c'est dommage et qu'il y aura sans doute des remontées négatives de la part des habitants. Monsieur PELIGRY souhaite obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique sur l'adressage. Madame RUAUD lui apporte des réponses (prix supporté par la collectivité et non par les habitants, procédure pour retirer les plaques en mairie, pose de la plaque numérotée par l'habitant, procédure d'information pour la population, système de mise à jour sur internet, GPS...). Madame RUAUD précise que tout ceci sera réexpliqué en temps voulu.

04. OBJET : ADHESION DES COMMUNES DE BAGNAC-SUR-CELE ET LE TRILOULOU AU SYNDICAT MIXTE DU LIMARGUE ET SEGALA.

Vu la délibération n° 2022-77 du 12 octobre 2022 de la Commune de Bagnac-sur-Célé sollicitant son adhésion au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala au 1^{er} juin 2023 et le transfert au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala de la compétence eau obligatoire production, vu la délibération n° D_2022_017 du 15 novembre 2022 de la Commune du Trioulou sollicitant son adhésion au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala au 1^{er} juin 2023 et le transfert au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala de la compétence eau obligatoire production, vu la délibération n° 2023-006 du 24 janvier 2023 du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Limargue et Ségala approuvant les demandes d'adhésion au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala des Communes de Bagnac-sur-Célé et du Trioulou et acceptant le transfert au Syndicat du Limargue et Ségala de la compétence eau obligatoire production des Communes de Bagnac-sur-Célé et du Trioulou à compter du 1^{er} juin 2023, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur ces demandes d'adhésion. Ainsi, le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, donne son accord à l'adhésion au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala des Communes de Bagnac-sur-Célé et du Trioulou et accepte le transfert au Syndicat du Limargue et Ségala de la compétence eau obligatoire production des Communes de Bagnac-sur-Célé et du Trioulou à compter du 1^{er} juin 2023, charge Monsieur le Maire de la bonne exécution de la délibération.

05. OBJET : TARIFS DES CONCESSIONS DES CIMETIERES ET DU COLOMBARIUM POUR L'EXERCICE 2023 – REGULARISATION ET PRECISION CONCERNANT LA DELIBERATION N°84/2022.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'en vertu de la règle du parallélisme des formes et des procédures, la correction d'une erreur sur une délibération nécessite par principe une nouvelle délibération du Conseil Municipal. Ainsi, suite au nouveau règlement intérieur et aux récents travaux réalisés dans les cimetières, il s'avère nécessaire de délibérer à nouveau afin de bien préciser la délibération initiale n° 84/2022 du 14 décembre 2022 présentant un caractère incomplet. Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, vu l'avis favorable de la commission finances qui s'est réunie le 03 novembre 2022 à 15 heures, vu la nécessité de régulariser et préciser la délibération n° 84/2022 du 14 décembre 2022 s'avérant incomplète, le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, procède à la régularisation de la délibération n° 84/2022 du 14 décembre 2022, adopte les tarifs des concessions des cimetières et du columbarium suivants applicables dès la publication de la présente délibération, à savoir le 24 février 2023.

CONCESSIONS DES CIMETIERES ET DU COLUMBARIUM

Columbarium :

Emplacement (<i>concession trentenaire</i>) :	500,00 €
---	-----------------

Concession Cimetières :

Concession de 4 corps (<i>concession cinquanteenaire</i>) :	550,00 €
---	-----------------

Concession de 2 corps (<i>concession cinquanteenaire</i>) :	400,00 €
---	-----------------

Concession de 2 corps <u>avec Cuve</u> (<i>concession cinquanteenaire</i>) :	1 500,00 €
--	-------------------

06. OBJET : TARIF COMPLEMENTAIRE DE LA RESIDENCE DE TOURISME « LES SEGALIERES » - EXERCICE 2023.

La résidence de tourisme « Les Ségalières » a été sollicitée pour des locations de plus longues durées que celles initialement prévues dans sa grille tarifaire, notamment par des employés saisonniers ou stagiaires de passage pour quelques mois. Le taux d'occupation de la résidence, particulièrement en basse saison, permet de proposer des contrats de locations mensuelles qui viendront compléter l'offre du site et pallier pour partie le manque de logements disponibles sur Gramat. Considérant la délibération n° 93/2022 fixant les tarifs principaux de la résidence de tourisme « Les Ségalières », le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, adopte le tarif complémentaire de location des hébergements suivant applicable dès la publication de la présente délibération à savoir le 24 février 2023.

HEBERGEMENT EN MAISON OU CHALET (selon disponibilité)

Tarif au mois :	500,00 €
------------------------	-----------------

07. OBJET : AUTORISATION D'ENGAGEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PREALABLEMENT AU VOTE DES BUDGETS – EXERCICE 2023.

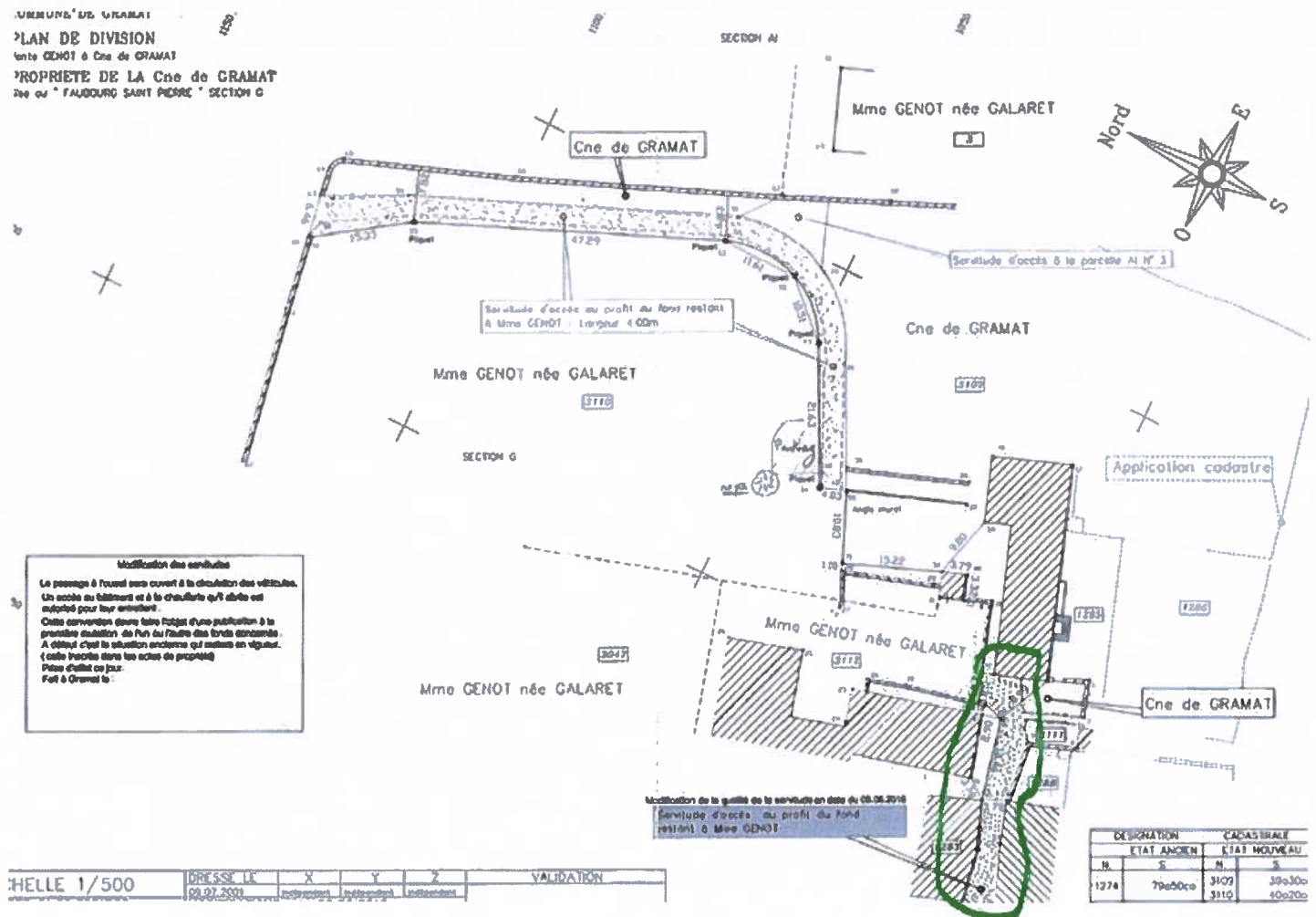
Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales en son Article L.1612-1, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, le Maire est en droit, jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en

recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. En outre et préalablement au vote du budget 2023, le Maire peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2022, compte non tenu des crédits afférents au remboursement de la dette. Il est précisé que cette autorisation ne signifie pas que les crédits concernés seront effectivement engagés. Il est donc proposé aux membres du Conseil Municipal de recourir à cette faculté dans l'attente du vote des budgets 2023. Ainsi, le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, autorise Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement comme suit :

➤ Budget Principal de la Commune :			
Chapitre	Budget 2022	Quart des crédits/Exercice 2023	
20	56 466.25 €	25%	14 116.56 €
21	581 293.59 €	25%	145 323.39 €
23	2 189 011.27 €	25%	547 252.82 €
Total :	2 826 771.11 €	25%	706 692.77 €
➤ Budget Annexe Eau & Assainissement :			
Chapitre	Budget 2022	Quart des crédits/Exercice 2023	
20	21 348.00 €	25%	5 337.00 €
21	324 714.12 €	25%	81 178.53 €
23	933 445.50 €	25%	233 361.37 €
Total :	1 279 507.62 €	25%	319 876.90 €
➤ Budget Annexe Cinéma :			
Chapitre	Budget 2022	Quart des crédits/Exercice 2023	
21	13 071.02 €	25%	3 267.75 €
Total :	13 071.02 €	25%	3 267.75 €
➤ Budget Annexe Résidence de tourisme « Les Ségalières » :			
Chapitre	Budget 2022	Quart des crédits/Exercice 2023	
21	13 000.00 €	25%	3 250.00 €

08. OBJET : AVIS CONCERNANT LA CREATION DE DEUX SERVITUDES DE PASSAGE.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que Madame Josette GENOT a récemment vendu son bien sur lequel des servitudes de passage existaient déjà au profit de cette dernière et de la Commune. Désormais, il conviendrait de créer une servitude de passage au profit des immeubles acquis (fonds dominants G 3230, G 3231, G 3232, G 3233) portant sur la parcelle G 3109 (fond servant) appartenant à la Commune et permettant l'accès à la chaufferie située sur la parcelle G 3215. Il serait également nécessaire de créer une servitude de passage permettant l'accès au parking du côté de l'avenue du 8 mai 1945 (fond dominant G 3109) étant entendu que cet accès permettrait l'acheminement « piéton » des parents se rendant à la Maison d'Assistants Maternelles (MAM) et ce, dans l'attente des travaux de construction d'une rampe d'accessibilité PMR par la parcelle communale.



Le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, émet un avis favorable quant à la création de ces deux servitudes de passage, précise que ces deux servitudes se feront sans indemnité, autorise Monsieur le Maire à signer tous les actes se rapportant à l'affaire citée.

Sur ce point, Monsieur PUECH prend la parole afin d'expliquer sommairement certains détails relatifs à la procédure de bornage qui a eu lieu.

09. OBJET : MISE EN ACCESSIBILITE D'UN BATIMENT HEBERGEANT UNE MAISON D'ASSISTANTES MATERNELLES (MAM).

La rénovation du groupe scolaire Clément Brouqui achevée en 2021 a permis d'accueillir l'ensemble des activités périscolaires et d'Accueil de Loisir Sans Hébergement (ALSH) au sein même du groupe scolaire et a libéré de nombreux espaces dans le bâtiment des Tilleuls situé dans le centre-ville de Gramat. Le Relais d'Assistants Maternelle (RAM), service de la Communauté de Communes CAUVALDOR, devenu Relais Parents-Enfants (RPE) a pu occuper des locaux plus grands dans ce même bâtiment. Au printemps 2022, la Commune a mis à disposition une partie des locaux pour une Maison d'Assistants Maternelles (MAM) après différents travaux de réaménagement. Deux assistantes y exercent et une troisième prévoit de s'y installer en 2023. Courant 2022, la maison voisine du bâtiment des Tilleuls dont la cour servait couramment d'accès (pente douce compatible avec les poussettes et fauteuils) à la MAM, a trouvé un acheteur qui ne souhaite pas directement maintenir le passage public sur son chemin. L'accès à l'entrée de la MAM n'est désormais possible que par un escalier obligeant la Commune à réaliser un nouvel accès PMR sur son emprise foncière. Il est donc prévu prochainement de créer une rampe d'accès aux normes PMR dont le coût est évalué à 46 365 € hors taxes.

- Le planning envisagé est le suivant :

	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23
montage du dossier et recherche financements												
autorisation urbanisme												
Procédures marchés de travaux												
réalisation des travaux												

- Le budget prévisionnel d'investissement est le suivant :

DEPENSES		RECETTES		
OPERATION	MONTANT	FINANCEMENTS	MONTANT	Répartition (%)
TRAVAUX CREATION RAMPE ACCESSIBILITE PMR	46 365.00 €	DETR : 30% + 10% PVD	18 546.00 €	40.00%
		AUTOFINANCEMENT (Commune)	27 819.00 €	60.00%
TOTAL DEPENSES HT :	46 365.00 €	TOTAL RECETTES HT :	46 365.00 €	100.00%

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, approuve la mise en accessibilité du bâtiment des Tilleuls hébergeant la Maison d'Assistantes Maternelles (MAM), valide le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus, autorise Monsieur le Maire à solliciter l'ensemble des financements complémentaires auprès des partenaires financiers, s'engage à inscrire les dépenses au budget 2023, autorise Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Monsieur COQUEAU prend la parole et demande pourquoi les personnes avaient refusé l'accès. Monsieur le Maire lui répond que ces derniers voulaient « être chez eux » simplement.

10. OBJET : REHABILITATION DU BATIMENT HEBERGEANT LE DOJO, LES VESTIAIRES ET LES TRIBUNES DU STADE DE RUGBY DE GRAMAT – AJUSTEMENT DU PLAN DE FINANCEMENT.

Le Conseil Municipal a délibéré le 14 décembre 2022 sur le projet de réhabilitation du bâtiment hébergeant le dojo, les vestiaires et la tribune du stade de rugby. L'avancée du travail du maître d'œuvre courant décembre 2022 et janvier 2023 a permis d'affiner le projet et l'enveloppe financière. En effet, l'audit énergétique indique la pertinence d'une installation photovoltaïque et il convient d'intégrer cette option dans le budget et d'ajuster les subventions possibles. Le projet retenu, au stade « Avant-Projet Détaillé » comprend la consolidation de la charpente existante, la conservation des murs d'enceinte et des sols de la zone dojo permettant ainsi la requalification des volumes de cet espace et une extension pour proposer des sanitaires, un bureau et un clubhouse pour ce dernier. Des espaces de rangement supplémentaires permettront d'accueillir d'autres activités sur les créneaux libres en journée. L'étage sera réorganisé pour créer des douches et reconfigurer les vestiaires existants. En rez-de-chaussée, les locaux du rugby seront réhabilités, certains seront déplacés pour des raisons techniques et d'aménagements. Les tribunes seront seulement rafraichies.

Le projet inclut :

- Une mise aux normes de l'accessibilité PMR et l'amélioration et la sécurisation générale de l'accès aux locaux ;
- La récupération et le stockage de l'eau de pluie en vue de l'arrosage de la pelouse du stade.

- Le planning envisagé est le suivant :

actualisé décembre 2022	nov-22	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23	déc-23	avr-24	avr-25
montage du dossier et recherche financements																
AMO																GPA
recrutement MOE																
Etudes Complémentaires MOE																
production APS et validation APD		APS	APD													
dépôt et obtention PC			D		O											
Procédures marchés de travaux																
démarrage des travaux																
fin des travaux																

- Le budget prévisionnel d'investissement est le suivant :

DEPENSES		RECETTES		
OPERATION	MONTANT	FINANCEMENTS	MONTANT	REPARTITION (%)
HONORAIRES AMO	67 000.00 €	DETR (30% + 10% PVD + 10% éco. énergie) :	420 000.00 €	39.90%
TRAVAUX HT / Prix Janv. 2023 +5% / Avec Rénov. Énergétique + Photovoltaïque	883 000.00 €	DEPARTEMENT (30% avec perf. énergétique jusqu'à 500K€ + 12.5% au-delà) :	214 431.00 €	20.40%
HONORAIRES MOE	90 000.00 €	AGENCE NATIONALE DU SPORT (ANS) (Rénov. Énergétique 80% de certaines dép. à évaluer) :	207 169.00 €	19.70%
ETUDES COMPLEMENTAIRES DIVERSES (estimation)	12 000.00 €	AUTOFINANCEMENT (commune) :	210 400.00 €	20.00%
TOTAL DEPENSES HT :	1 052 000.00 €	TOTAL RECETTES HT :	1 052 000.00 €	100.00%

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, approuve la réhabilitation du bâtiment hébergeant le dojo, les vestiaires et les tribunes du stade de rugby, valide la nouvelle enveloppe financière et l'ajustement du plan de financement prévisionnel, autorise Monsieur le Maire à solliciter l'ensemble des financements auprès des partenaires financiers, autorise Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Monsieur DELEUZE explique l'ajustement du plan du financement et précise que ceci vient principalement de l'ajout du potentiel projet photovoltaïque sur la toiture du dojo. Monsieur PUECH réprecise certains points concernant l'implantation du dojo et note qu'il va y avoir des améliorations mais qu'elles ne seront pas immenses.

11. OBJET : TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE PORTANT SUR LE BATIMENT DE LA MAIRIE ET LE BATIMENT DES « TILLEULS ».

La Ville de Gramat a mis en place un Schéma Directeur de l'Immobilier et de l'Energie (SDIE) en 2021 et des scénarios de rénovation énergétique du parc immobilier de la Commune sont en cours d'élaboration. Des audits énergétiques complètent ce schéma. Concernant la Mairie, l'isolation est presque entièrement faite et même si elle n'est pas aussi performante que souhaitée, il est difficile d'envisager de nouveaux gros travaux d'isolation (isolation par l'extérieur impossible au regard de l'aspect patrimonial). Seuls quelques petits travaux d'isolation complémentaires sont réalisables mais il est indispensable de supprimer la chaudière à fioul actuelle et l'unique solution préconisée dans l'immédiat est l'installation d'une pompe à chaleur. L'autre bâtiment qui ne fera pas l'objet de travaux trop conséquents est celui des « Tilleuls ». L'optimisation de l'isolation de ce bâtiment consiste à renforcer l'isolation du plancher sur vide sanitaire.

- Le planning envisagé est le suivant :

	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23
montage du dossier et recherche financements												
diagnostic énergétique												
Procédures marchés de travaux												
réalisation des travaux												
mise en service												

- Le budget prévisionnel d'investissement est le suivant :

DEPENSES		RECETTES		
OPERATION	MONTANT	FINANCEMENTS	MONTANT	REPARTITION (%)
ETUDES ET MOE	18 788.00 €	DETR (30% + 10% PVD) :	65 515.00 €	40.00%
TRAVAUX REMPLACEMENT CHAUDIERE MAIRIE	132 100.00 €	DEPARTEMENT :	32 758.00 €	20.00%
TRAVAUX ISOLATION MAIRIE ET BATIMENT TILLEULS	12 900.00 €	AUTOFINANCEMENT (commune) :	65 515.00 €	40.00%
TOTAL DEPENSES HT :	163 788.00 €	TOTAL RECETTES HT :	163 788.00 €	100.00%

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, approuve le remplacement de la chaudière fioul du bâtiment Mairie par une pompe à chaleur ainsi que les compléments d'isolation des bâtiments Mairie et « Tilleuls », valide le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus, autorise Monsieur le Maire à solliciter l'ensemble des financements complémentaires auprès des partenaires financiers, s'engage à inscrire les dépenses au budget 2023, autorise Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Monsieur DELEUZE prend la parole et explique aux Conseillers que ce projet n'a de sens que si la Collectivité peut obtenir l'aide financière « Fonds Vert ». Si la Commune n'obtient pas le Fonds Vert, les travaux ne seront pas engagés. Monsieur PELIGRY intervient car il trouve le prix du remplacement de la chaudière élevé. Monsieur DELEUZE reprend la parole afin de lui expliquer, en détail, ce que recouvre la somme indiquée dans le plan de financement.

12. OBJET : REVISION DU PLAN DE FINANCEMENT RELATIF A LA RESTAURATION DU FOUR A PAIN DU HAMEAU DU CLOUCAU SUITE A L'OCTROI DES SUBVENTIONS SOLLICITEES.

Vu les conditions d'octroi de subvention de la part des partenaires financiers de la Communauté de Communes et des Communes (Etat, Région, Leader) imposant le nécessaire octroi d'un fonds de concours intercommunal à des fins d'un projet d'investissement communal pour bénéficier de leur soutien, vu la délibération du Conseil Municipal en date du 08 juin 2022 autorisant Monsieur le Maire à solliciter les financements auprès des partenaires incluant le fonds de concours de la Communauté de Communes Cauvaldor et le fonds pour la restauration du patrimoine du Département pour son projet de restauration du four à pain du hameau du Cloucau, vu la délibération BC-2022-078 du Bureau Communautaire de la Communauté de Communes Cauvaldor en date du 11 octobre 2022 accordant un fonds de concours à hauteur de 5 000 € à la Commune de Gramat pour ce projet, considérant que l'Article L.5214-16 V. du Code Général des Collectivités Territoriales permet l'octroi de fonds de concours et dispose que :

1. Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement ;
2. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours ;
3. Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Conseil Communautaire et du Conseil Municipal concerné.

Vu la décision de la Commission permanente en date du 16 janvier 2023 et du courrier de notification du 02 février 2023 du Département portant attribution d'une subvention d'un montant de 979,03 € soit 10% du montant de la dépense subventionnable, vu que le fonds de concours octroyé par la Communauté de Communes Cauvaldor ne peut excéder la part du financement assurée, hors subvention, par la Commune (Maître d'ouvrage), il est nécessaire de revoir le plan de financement initial de la manière suivante :

<u>FINANCEMENT DU PROJET</u>	<u>MONTANT</u>	<u>REPARTITION (%)</u>
DEPARTEMENT :	979,03 €	10%
CAUVALDOR :	4 405,65 €	45%
AUTOFINANCEMENT :	4 405,65 €	45%
Total HT (prévisionnel) :	9 790,33 €	100%

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, accepte le fonds de concours de la Communauté de Communes Cauvaldor à hauteur de 4 405,65 €, accepte la subvention du Département pour la restauration du patrimoine à hauteur de 979,03 €, approuve le nouveau plan de financement présenté ci-dessus.

Monsieur PELIGRY, habitant du hameau concerné, n'a pas pris part au débat ni au vote.

Monsieur PUECH prend la parole pour expliquer que comme la participation financière du Département est plus faible que la somme initialement demandée, il était nécessaire de revoir le plan de financement. Ce dernier remercie néanmoins le Département pour sa participation financière à hauteur de 10%. Il indique enfin que les travaux réalisés par Monsieur FORTIN devraient débiter au mois de mars.

13. OBJET : PERENNISATION DU PROJET MICRO-FOLIE AU SEIN DU POLE CULTUREL DE GRAMAT – DEMANDE DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DU FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (FNADT).

Vu l'appel à projet de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie auquel la Commune de Gramat a répondu au mois de décembre 2021, vu les différents échanges durant l'année 2022 avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie et le Parc de La Villette – Paris, vu les dépenses réalisées par la Commune de Gramat sur l'exercice 2022 pour un montant de 5 773,00 € pour l'aménagement de l'espace Cyberbase et la signalétique intérieure et extérieure, vu le prêt de matériel à titre gracieux pour six mois par La Villette permettant l'ouverture de la Micro-Folie au sein du Pôle Culturel de Gramat à compter des vacances de Noël 2022, considérant l'intérêt du public tant en mode « visiteur

- libre » qu'en mode « confrencier » pour les classes scolaires et les acteurs du secteur culturel, considérant le besoin d'acquérir le matériel indispensable à la pérennisation de cette Micro-folie et les devis actualisés en janvier 2023 pour un montant total de 23 562,00 €, considérant la possibilité de solliciter une aide de l'Etat dans le cadre du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT), considérant l'intérêt marqué du Département du Lot vis-à-vis de cet équipement innovant (le premier et le seul dans le Lot à ce jour), considérant le plan de financement prévisionnel présenté ci-après :

DEPENSES		RECETTES		
OPERATION	MONTANT (HT)	FINANCEMENTS	MONTANT (HT)	TAUX (%)
Musée numérique Microfolie : 15 tablettes et de 2 casques de réalité virtuelle // Installation en régie.	18 300.00 €	DEPARTEMENT :	4 712.00 €	20.00%
Mobilier : 2 fauteuils VR + 10 sièges pour accueil publics & classes + étagères .	4 150.00 €	ETAT // FNADT :	9 425.00 €	40.00%
Support : Mallettes pédagogiques.	762.00 €	AUTOFINANCEMENT (commune) :	9 425.00 €	40.00%
Signalétique : Panneaux	350.00 €	-	-	-
TOTAL DEPENSES HT :	23 562.00 €	TOTAL RECETTES HT :	23 562.00 €	100.00%

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, approuve la pérennisation du projet Micro-Folie prévu au sein du Pôle Culturel de Gramat, valide le plan de financement prévisionnel, autorise Monsieur le Maire à solliciter l'ensemble des financements auprès des partenaires financiers, autorise Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Concernant le projet Micro-Folie, Monsieur PUECH demande à ce qu'un bilan de fin d'année soit fait et lui soit transmis (actions, intervenants, chiffres, fréquentations).

14. OBJET : CREATION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SPL) CAUVALDOR EXPANSION « CAUVALDEX » POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par courrier daté du 17 janvier 2023, la Communauté de Communes Cauvaldor l'a sollicité concernant le projet lié à la création de la Société Publique Locale (SPL) Cauvaldor Expansion « Cauvaldex ». En effet, suite au dernier Conseil Communautaire de décembre, et afin de permettre l'avancée du dossier, il est demandé aux différents Conseils Municipaux de prendre connaissance puis de délibérer pour adopter les projets de statuts de la future SPL « Cauvaldex » et la prise de participation statutaire au capital. Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, vu le Code du Commerce, vu l'Arrêté préfectoral n° SPG/2018/16 du 27 décembre 2018 portant modification des statuts de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne, vu la délibération du Conseil Communautaire n° 07-12-2020-001 du 07 décembre 2020 précisant l'intérêt communautaire de la compétence « politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire », vu la proposition de statuts de la future Société Publique Locale (SPL) « Cauvaldex », considérant qu'est inscrit dans l'intérêt communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne « toutes actions permettant d'assurer la création, le maintien et le développement des activités économiques sur son périmètre, notamment par son agence de développement économique et touristique [...] », considérant que la SPL exercera ses activités exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des Collectivités Territoriales et des groupements de Collectivités Territoriales qui en sont membres afin de réaliser des prestations en faveur du développement économique et touristique, considérant les avantages réels de la création d'une Société Publique Locale, à savoir une souplesse en matière de contractualisation, dès lors que les actionnaires exercent sur la SPL un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, considérant que la SPL peut réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes les opérations compatibles avec son objet et qui contribuent à sa réalisation, considérant que la création de cet outil suppose dès lors l'approbation des actes fondamentaux, à savoir les statuts de la future Société Publique Locale, considérant que le capital de la future SPL est fixé à 40 050 euros, considérant qu'il y a lieu de constituer le capital en libérant le montant de participation en numéraire, le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, approuve la création de la Société Publique Locale « Cauvaldex », accepte que la société ait pour objet la réalisation de prestations en faveur du développement économique et touristique, approuve les statuts constitutifs de la future Société Publique Locale, valide la prise de participation de la Collectivité de Gramat au capital de la Société Publique Locale, précise que le capital est fixé à 40 050 euros, divisé en 267 actions de même catégorie, d'un montant de cent cinquante euros (150 €) de valeur nominale chacune, autorise Monsieur le Maire à libérer l'action pour un montant de cent cinquante euros (150 €), autorise Monsieur le Maire à signer les statuts ainsi que tout document nécessaire à l'aboutissement de l'objet de la présente délibération, précise que les crédits nécessaires à la constitution du capital seront inscrits au budget 2023.

* Monsieur le Maire prend la parole afin d'expliquer sommairement aux Conseillers pourquoi cette délibération doit être prise. La société Cauvaldex étant dissoute, il est demandé à chaque Commune de Cauvaldor d'approuver les nouveaux statuts et de valider la prise de participation financière au capital de la future SPL.

15. OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION PERMETTANT L'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LE HARCELEMENT EN MILIEU SCOLAIRE (ACDH) DANS LE CADRE DES TEMPS PERISCOLAIRES.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante qu'il souhaiterait, dans le cadre des temps périscolaires, faire intervenir l'Association Contre les Discriminations et le Harcèlement en milieu scolaire (ACDH). Par la mise en place de différents ateliers, l'objectif premier serait de pouvoir sensibiliser les enfants au harcèlement et au cyber harcèlement à l'école. Sur une période pouvant aller du 01 mars 2023 au 28 février 2024, l'association pourrait intervenir à l'école élémentaire Clément BROUQUI durant la pause méridienne auprès des enfants âgés de 6 à 11 ans. L'intervenant de l'ACDH prendrait en charge un groupe de 18 enfants, accompagné par un animateur périscolaire, afin de mettre en œuvre un atelier « théâtre » ou un temps d'écoute ou de parole. L'assemblée délibérante est donc appelée à donner son accord quant à la signature d'une convention avec l'ACDH permettant les prochaines actions. Le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, accepte le projet proposé ainsi que le partenariat avec l'Association Contre les Discriminations et le Harcèlement en milieu scolaire (ACDH), autorise Monsieur le Maire à signer la convention entre l'Association Contre les Discriminations et le Harcèlement en milieu scolaire (ACDH) et la Collectivité de Gramat.

Madame GARRIGUES explique qu'il y a eu une rencontre avec le Président de l'association ACDH, Monsieur Kilian VAYSSE, afin d'avoir une présentation du projet et des actions menées. L'association interviendra pendant les temps périscolaires auprès des enfants de l'école Brouqui. Madame MICHAUX souligne que c'est une bonne initiative qui permettra une sensibilisation de tous (enfants, parents...).

16. OBJET : CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE RESPONSABLE TECHNIQUE POUR LA RESIDENCE DE TOURISME « LES SEGALIERES ».

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que conformément à l'Article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque Commune sont créés par l'organe délibérant de la Collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au bon fonctionnement des différents services. Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'Article L.332-23 1°, vu le Décret 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale, vu le tableau des effectifs de la filière technique à temps complet, considérant la nécessité de créer un emploi non permanent de Responsable Technique de la Résidence de tourisme « Les Ségalières », le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, valide la création d'un emploi non permanent de Responsable Technique, au grade d'agent de maîtrise relevant de la catégorie hiérarchique C de la filière technique, à temps complet, pour assurer l'ensemble des interventions techniques de maintenance et d'entretien de la Résidence de tourisme 3 étoiles « Les Ségalières » à compter du 1^{er} mars 2023 pour une durée d'un an, fixe la rémunération sur la base de la grille indiciaire relevant du grade d'agent de maîtrise territorial et accorde une indemnité selon le régime indemnitaire (RIFSEEP) voté par la Collectivité, approuve l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif de la Résidence « Les Ségalières », modifie le tableau des effectifs de la filière technique à temps complet, autorise Monsieur le Maire à signer le contrat de travail de l'agent.

Monsieur PELIGRY demande des informations sur le poste. Il demande également si le candidat retenu est de Gramat. Monsieur le Maire lui répond qu'il vit dans une Commune limitrophe.

17. OBJET : TABLEAU DES EFFECTIFS – FILIERE TECHNIQUE – AGENTS A TEMPS COMPLET.

Sur proposition de Monsieur le Maire et en application des textes régissant les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale et notamment le Décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, le Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la Fonction Publique Territoriale, le Décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, le Décret n° 88-547 du 6 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux, le Décret n° 2016-1382 du 12 octobre 2016 modifiant le Décret n° 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux, le Décret n° 2016-1383 du 12 octobre 2016 modifiant le Décret n° 88-548 du 6 mai 1988 portant échelonnement indiciaire applicable aux agents de maîtrise territoriaux, le Décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, le Décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Territoriale, le Décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Territoriale, le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, valide la création d'un poste d'agent de maîtrise correspondant à l'emploi de Responsable Technique de la Résidence de tourisme « Les Ségalières » prenant effet au 1^{er} mars 2023, fixe le tableau des effectifs comme suit :

<u>CADRE D'EMPLOIS</u>	<u>GRADE</u>	<u>NOMBRE</u>
Techniciens territoriaux	Technicien territorial	1
Agents de maîtrise territoriaux	Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	1 1
Adjointes techniques territoriaux	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe Adjoint technique	8 2 10

18. OBJET : TABLEAU DES EFFECTIFS – FILIERE ADMINISTRATIVE – AGENTS A TEMPS NON COMPLET.

Sur proposition de Monsieur le Maire et en application des textes régissant les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale et notamment le Décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, le Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, le Décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Territoriale, le Décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Territoriale, le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, supprime un poste d'adjoint administratif territorial à 27h/semaine, à compter du 1^{er} mars 2023, valide la création d'un poste d'adjoint administratif territorial à 28h/semaine suite à une augmentation de temps de travail à compter du 1^{er} mars 2023, fixe le tableau des effectifs comme suit :

<u>CADRE D'EMPLOIS</u>	<u>GRADE</u>	<u>NOMBRE</u>
Adjointes administratifs territoriaux	Adjoint administratif à 28h/semaine	1

19. OBJET : AUTORISATION CONCERNANT LE VERSEMENT D'UNE AVANCE REMBOURSABLE DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE AU BUDGET ANNEXE DE LA RESIDENCE DE TOURISME « LES SEGALIERES ». (SUR TABLE).

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que par délibération n°06/2022 en date du 23 février 2022, un SPIC (Service Public Industriel et Commercial) a été créé pour la résidence de tourisme « Les Ségalières » ainsi que son budget annexe selon l'instruction budgétaire M4. Ce budget est doté de l'autonomie financière et est donc soumis au principe d'équilibre financier défini par l'Article L2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. En 2022, les charges de personnel afférentes à cette résidence étaient imputées tous les mois au chapitre des dépenses de personnel du budget principal de la Commune (012). Ainsi, une écriture comptable correspondant au coût du personnel pour 2022 a été passée fin décembre par le biais de l'émission d'un titre de recettes au BP de la Commune et en contrepartie un mandat de paiement au budget des Ségalières. En 2023, les charges de personnel des Ségalières seront entièrement assumées mensuellement par ce budget annexe. Le protocole d'accord transactionnel signé le 08 avril 2022 avec la société Lagrange prévoit le versement de 310 000 € TTC pour la saison 2023 en plusieurs acomptes fixés à 15% le 30 juin, 30% le 31 juillet, 40% le 31 août et le solde fin octobre. A ce jour, il s'avère que la résidence de tourisme ne dispose pas d'assez de trésorerie permettant d'assumer chaque mois, les charges de personnel et autres dépenses sachant que la première recette de 46 500 € n'est prévue qu'à la fin du premier semestre. De ce fait, il est nécessaire que le Budget Principal de la Commune consente à réaliser une avance de trésorerie au Budget Annexe de la résidence d'un montant de 120 000 € dans l'attente des recettes financières (car saisonnières) afin de permettre le bon fonctionnement du budget de l'établissement. Cette avance sera remboursable de 120 000 € et remboursée au plus tard le 31 octobre 2023. Vu les Articles L.2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, vu la délibération n° 06/2022 en date du 23 février 2022, créant le budget annexe de la résidence de tourisme « Les Ségalières », soumis à l'instruction budgétaire M4, considérant que le budget principal peut, avec l'autorisation préalable de l'assemblée délibérante, verser une avance remboursable à un budget annexe, considérant la nécessité d'abonder la trésorerie du budget annexe de la résidence de tourisme « Les Ségalières », le Conseil Municipal, après avoir délibéré **et à l'unanimité**, approuve le versement d'une avance remboursable d'un montant de 120 000 € du budget principal au budget annexe des Ségalières afin d'abonder la trésorerie de ce budget annexe, autorise le versement de cette avance de trésorerie pour l'exercice budgétaire 2023 et approuve le remboursement de ladite avance au plus tard le 31 octobre 2023.

20. OBJET : QUESTIONS DIVERSES.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée deux motions qui feront l'objet de deux délibérations lors du prochain Conseil Municipal du jeudi 30 mars 2023. La première motion concerne un refus du transfert de l'auto-école de Gramat (centre d'examen) vers la Commune de Biars. La seconde concerne le refus de la suppression d'un poste d'enseignant à l'école Clément Brouqui. Monsieur le Maire indique qu'il a été reçu par le DASDEN à ce sujet. Malheureusement, Monsieur le Maire précise qu'un courrier officiel est arrivé ce jour et que la fermeture est actée. Monsieur PUECH demande pourquoi certaines communes ont réussi à conserver les postes d'enseignants. Monsieur le Maire lui répond que, souvent, c'est une question touchant aux effectifs dans les classes. Madame MICHAUX ajoute qu'il est très dommageable de ne pas avoir de cours de soutien FLE (Français/Langues Etrangères). Monsieur le Maire informe ensuite les Conseillers que l'ours sera enlevé au niveau du rondpoint afin d'être remplacé par une structure représentant un bison. Il fait circuler la photographie parmi l'assistance et annonce que le Parc Animalier en assumera les frais. Monsieur DELEUZE prend la parole afin d'exposer au Conseil que dans le cadre du programme PVD (Petites Villes de Demain), le CEREMA (Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement) peut apporter de l'aide et une vraie expertise à la Collectivité Gramatoise sur des questions touchant l'aménagement urbain, la mobilité, la gestion de patrimoine d'infrastructures et/ou encore la réhabilitation des ouvrages. Monsieur DELEUZE précise que c'est une opportunité pertinente et intéressante pour Gramat dans le cadre de la question de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs. Monsieur DELEUZE demande donc aux Conseillers leurs avis à ce sujet et s'ils appuient la démarche de coopération avec le CEREMA. Les avis sont favorables à l'unanimité. Monsieur PUECH prend la parole concernant les récents votes relatifs aux biens de section. Pour Montanty, il expose qu'il y a eu 14 exprimés et 14 « Pour » et pour Longayrie, 23 votants, 17 « Pour » et 6 « Contre ». Monsieur ROUQUIE intervient afin de savoir si les potelets, place de la République seront réparés. Monsieur le Maire lui indique que c'est en cours avec les assurances. Monsieur ROUQUIE demande à ce que soit publiées sur les réseaux sociaux, les dates des conseils. Monsieur le Maire lui répond que cela sera fait. Monsieur ROUQUIE évoque également une problématique de muret. Monsieur ROUQUIE souhaite avoir quelques informations sur l'Hôpital. Monsieur le Maire lui apporte des précisions sur l'emplacement et précise que les travaux seront réalisés par tranche. Madame RUAUD demande la date de fin des travaux de la halle. Monsieur PUECH répond qu'il est difficile de donner une date car les travaux sont actuellement arrêtés pour un problème d'approvisionnement. A propos de ce chantier, Monsieur ROUQUIE souligne qu'il aurait été judicieux de prévenir la SAUR en amont (réfection canalisations). Monsieur ROUQUIE demande si des travaux sont prévus concernant la toiture de l'église de Prangères. Monsieur le Maire lui répond que la question sera étudiée prochainement. Monsieur ROUQUIE demande si des travaux de signalisation sur la voirie sont prévus. Monsieur PUECH lui répond que oui. Ces derniers sont programmés. Monsieur ROUQUIE souhaite savoir si une action sera faite pour les personnes âgées cette année (repas, colis ou autres). Monsieur le Maire répond qu'à l'heure actuelle, ce n'est pas prévu. Madame ELIAS intervient concernant la maison PESTEIL afin de savoir s'il y a un projet. Monsieur le Maire répond qu'il a eu une réunion à ce sujet mais que la Collectivité de Gramat n'a pas de projet.

La séance du Conseil Municipal est levée à 22h.

Pour extrait conforme.

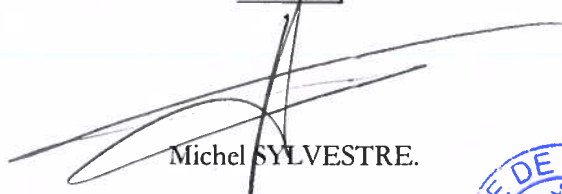
Fait à Gramat, le 24 février 2023

La secrétaire de séance,



Hélène BACH.

Le Maire,



Michel SYLVESTRE.



Affiché le 24 février 2023.